

Tanzanie
2011





Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Tanzanie

Vue d'ensemble

Pendant huit années consécutives, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Tanzanie a dépassé les 6 %, jusqu'à ce que la crise économique mondiale commence à la grever en 2009. Ce pays a donc enregistré l'un des taux de croissance les plus impressionnants des années 2000 parmi les pays non pétroliers d'Afrique subsaharienne. Les données disponibles laissent à penser que le PIB en volume de la Tanzanie est largement sur la voie de la reprise, avec un taux de croissance estimé à 6.8 % en 2010. Les perspectives économiques à moyen terme restent favorables : les tensions inflationnistes sont faibles, le cours de l'or (un produit d'exportation majeur pour la Tanzanie) atteint des sommets historiques et les investisseurs restent confiants vis-à-vis de ce pays qui est la deuxième économie de l'Afrique de l'Est en termes de PIB.

Les principaux moteurs de croissance à court et moyen termes sont la consommation privée, les exportations et la formation brute de capital fixe, les recettes du tourisme, l'investissement étranger et l'aide. Le gouvernement envisage également d'orienter ses interventions de sorte que la croissance du PIB soit essentiellement stimulée par des secteurs clés, à savoir l'agriculture, l'industrie manufacturière, le tourisme, les mines et l'infrastructure. Compte tenu de ces facteurs, l'économie tanzanienne devrait poursuivre sa vive expansion en termes réels, si l'économie mondiale n'induit pas de répercussions délétères majeures : on prévoit un taux de croissance du PIB de 6.9 % en 2011 et de 7.3 % en 2012.

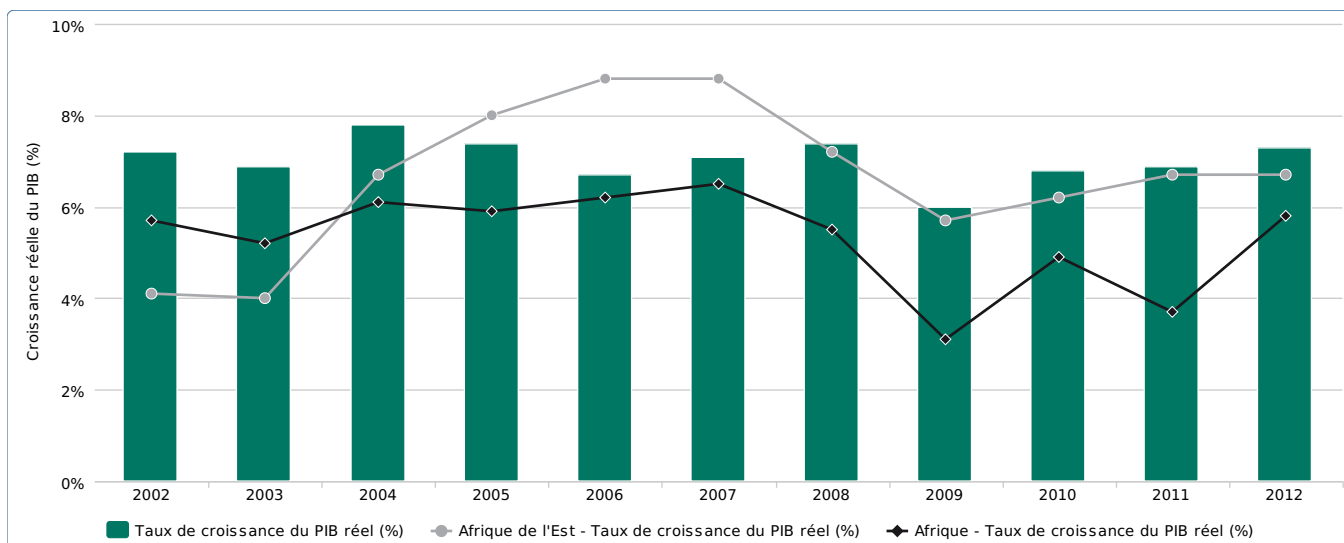
Le plus grand risque pour la croissance économique à court et moyen terme est le creusement du déficit budgétaire, ainsi que le besoin qui pourrait en découler de lever des fonds pour pallier cette insuffisance. En conséquence, le pays pourrait devenir encore plus tributaire des dons et des investissements étrangers ou devoir recourir, pour trouver ces fonds, à des emprunts aux conditions du marché. Toute interruption notable dans l'une ou l'autre de ces sources de financement aurait des incidences négatives sur la stabilité macroéconomique et, partant, sur le développement économique.

En octobre 2010, les autorités ont commencé à utiliser une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'inflation. Ce mois-là, l'inflation non corrigée s'est repliée à 4.2 %, contre 4.5 % en septembre, faisant suite à une tendance généralement désinflationniste observée sur l'essentiel de 2010. Cette tendance devrait atteindre un plancher début 2011 avant de remonter, selon les prévisions, à 5.1 % sur l'année. Le renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires, conjugué à la possibilité que les conditions météorologiques soient mauvaises, n'augure rien de bon pour l'inflation, d'autant que l'alimentation est le principal contributeur au panier des prix à la consommation. Néanmoins, l'inflation devrait rester contenue à environ 6.9 % et reculer juste au-dessus de 6 % en 2012.

Plus fondamentalement, la Tanzanie reste l'un des pays les plus pauvres au monde, malgré les immenses progrès réalisés ces dernières années pour favoriser le développement économique. Elle reste encore à la traîne de la plupart de ses voisins sur le plan du développement économique et n'atteindra certainement pas la totalité des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Compte tenu de la forte croissance démographique prévue pour les 50 prochaines années, il sera très difficile d'endiguer la pauvreté à moyen et long terme, d'autant que les ressources de l'État sont très maigres.

Le parti au pouvoir *Chama Cha Mapinduzi* (Parti de la Révolution - CCM), qui a remporté les élections de 2010, n'a pas de menace sérieuse à craindre en 2011. Confiant dans sa base, le président Kikwete s'est engagé à poursuivre les réformes économiques qui ont fait de la Tanzanie l'une des économies à la croissance la plus vive du continent dans les années 2000. Il existe, cependant, des facteurs politiques potentiellement déstabilisateurs, notamment les mouvements séparatistes de Zanzibar et les troubles qui surviennent régulièrement à proximité des frontières de la Tanzanie. La menace n'est toutefois pas très forte à court terme.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412464>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	6	6.8	6.9	7.3
Inflation IPC	12.1	8.9	6.9	6.2
Balance budgétaire % PIB	-4.8	-5.4	-7.8	-9.2
Balance courante % PIB	-8.2	-10.3	-10.5	-12

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414820>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	31.8	28.8
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	3.1	3.7
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	8.7	9.5
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	2.3	2.3
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	8.6	8.8
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	14.7	15.6
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	6.7	7.9
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	12.2	11.8
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	11.8	11.7
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	-	-
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415789>

Comme c'est le cas pour la majeure partie de l'Afrique de l'Est, la consommation privée constitue l'un des grands moteurs de la croissance de la Tanzanie et devrait le rester, en 2011 et à moyen terme, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la croissance du crédit au secteur privé (dont la plus grande part est constituée de prêts aux particuliers à hauteur de 20.1 %) s'est accélérée en 2010, après avoir ralenti en 2009, quand les banques, moins enclines au risque, hésitaient à prêter lors de la crise financière mondiale. Le taux d'expansion des crédits au secteur privé a culminé à 44.6 % en décembre 2008. Alors que ce chiffre ressortait, pour septembre 2010 (en glissement annuel), à 18.5 points de pourcentage en dessous de son sommet de 2008, tout porte à croire que la croissance du crédit va se poursuivre en 2011 à des niveaux élevés mais soutenables, avec des perspectives intéressantes pour la consommation privée. Ensuite, le développement des services bancaires mobiles améliore également l'accès aux financements pour les nombreux Tanzaniens exclus du système bancaire. La banque mobile bénéficie d'un solide soutien de la Banque centrale et du régulateur national des télécommunications, ce qui ne peut qu'être favorable à une pénétration accrue des mobiles dans les années à venir. Enfin, les niveaux d'inflation historiquement bas sont propices à la consommation privée.

En 2010, la croissance a également été tirée par la formation brute de capital fixe et cette tendance devrait continuer en 2011. Il n'y a guère de raisons de penser que les cours record atteints par l'or de 2010 vont se tasser en 2011. Il devrait s'ensuivre une augmentation de la production en Tanzanie, quatrième pays aurifère du continent, avec à la clé un accroissement des volumes d'exportation. Outre l'or, le gaz naturel présente un potentiel intéressant pour étoffer le panier d'exportations de la Tanzanie, bien que le lancement de la production ne soit prévu qu'après 2011. La deuxième découverte de gisement au large des côtes tanzaniennes par le producteur de gaz britannique BG Group témoigne du potentiel du bassin de Ruvuma en Afrique de l'Est, et pourrait constituer des réserves pour le premier terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) de la région. En effet, la poursuite des investissements dans le secteur gazier naissant en Tanzanie va continuer de doper la formation brute de capital fixe dans le pays. Sur la base des chiffres disponibles, la Tanzanie semble être depuis quelques années l'un des pays d'Afrique subsaharienne qui attire le plus l'investissement direct étranger (IDE). Si cette tendance se poursuit, les implications en seront positives pour la formation brute de capital fixe, car cela fournira une source supplémentaire de financement de l'investissement.

En ce qui concerne les initiatives des pouvoirs publics, l'une des évolutions économiques récentes les plus significatives a été l'adoption du nouveau plan de développement du pays. S'appuyant sur les plans précédents, le gouvernement a lancé une deuxième stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SCRP) révisée, plus communément appelée Mkukuta II (pour la partie continentale du pays) et Mkuza II (pour Zanzibar). La SCRP a été rendue publique le 2 décembre 2010 lors du dialogue annuel pour la politique publique nationale (*Annual National Policy Dialogue*), bien que le gouvernement l'ait officiellement entérinée à la suite des élections du 31 octobre 2010. La SCRP prévoit un cadre opérationnel pour atteindre les OMD et la Vision 2025 pour le développement de la Tanzanie (*Tanzania Development Vision 2025*), qui entend porter le pays au rang des économies à revenu intermédiaire. La stratégie adopte une approche fondée sur les résultats en se focalisant sur trois axes : croissance économique et réduction de la pauvreté, qualité de vie et bien-être social, et gouvernance et transparence. Plus que les précédentes, la nouvelle stratégie se concentre sur les gains de productivité et de croissance, de façon à enregistrer des progrès plus marqués dans la lutte contre la pauvreté. Elle identifie différents moteurs de croissance, dont l'agriculture, et dessine les stratégies sectorielles qui permettront de favoriser la productivité et l'activité du secteur privé dans ces domaines. La stratégie appelle également à une réorientation notable, qui renforcera le rôle du secteur privé pour la croissance économique.

Les détails des dispositifs de mise en œuvre de la SCRP doivent encore être précisés. En effet, si la stratégie définit les objectifs visés, les cibles opérationnelles et les interventions pour chaque axe, on déplore toujours l'absence de plan de mise en œuvre et de surveillance. De même, on attend toujours le calcul précis des coûts des programmes sectoriels, ce qui signifie que les coûts globaux de la SCRP ne sont actuellement que des estimations, alors que de nombreuses dépenses du plan ont d'ores et déjà été intégrées au budget de l'exercice 2010/11. La mise en œuvre de la SCRP pourrait être remise en question par une insuffisance des financements, ainsi que par des retards dans des réformes structurelles importantes pour remédier aux limitations du côté de l'offre, ou encore par une mauvaise hiérarchisation des priorités.

Par ailleurs, les dirigeants des cinq États de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), à savoir le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, ont signé un traité instituant un marché commun qui permettra la libre circulation des individus et des marchandises dans la région. De surcroît, quatre pays (l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie), rapidement rejoints par le Kenya et, tout récemment, par le Burundi, ont signé un accord prévoyant une nouvelle répartition des eaux du Nil et de ses affluents, qui leur soit plus favorable. Cet accord a été immédiatement rejeté par l'Égypte et le Soudan, auxquels est attribué, aux termes de l'ancien accord, environ 90 % du débit du fleuve.

Le Protocole sur le marché commun de la CAE est entré en vigueur en juillet 2010. La Tanzanie et ses partenaires de la CAE travaillent à l'instauration d'une union monétaire complète, prévue pour 2012. La signature du cadre pour un accord de partenariat économique (CAPE) avec l'Union européenne, qui devait avoir

lieu en 2010, a été une fois de plus reportée, à 2011. Les négociations sont censées reprendre sur des questions cruciales, sur lesquelles les deux parties ont achoppé précédemment, en juin 2010. Il s'agit de la clause de la nation la plus favorisée, d'aspects du développement et des taxes à l'exportation. Les négociateurs de la CAE n'ont pas signé l'accord-cadre parce que leurs partenaires européens ont refusé d'y intégrer des points importants sur le développement et le commerce.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	17.2	29	6.3	9.2	9.2	1.6	2.4	2.5
Publique	6.7	7.9	15	9.8	9.8	1.1	0.8	0.8
Privée	10.5	21	3	9	9	0.6	1.6	1.7
Consommation finale	85.1	83	6.1	5	6.5	5.1	4.1	5.2
Publique	13.1	17.5	13.2	3	3	2.1	0.5	0.5
Privée	71.9	65.5	4.4	5.6	7.4	2.9	3.6	4.7
Secteur externe	-2.3	-11.9	-	-	-	0.1	0.4	-0.4
Exportations	17.6	23.2	11.6	10.5	9.7	2.5	2.4	2.2
Importations	-19.8	-35.2	7.8	6.5	8.7	-2.4	-2	-2.7
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	6.8	6.9	7.3

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416758>

Politique budgétaire

Sur l'exercice 2009/10, les performances budgétaires de l'administration centrale tanzanienne ont bénéficié d'une hausse des recettes : le recouvrement national total est passé d'environ 15.3 % du PIB en 2008/09 à 17.2 % en 2009/10. Ces recettes étaient néanmoins insuffisantes par rapport aux cibles budgétaires, ce qui était imputable, pour l'essentiel, aux effets durables de la crise financière mondiale, qui se sont traduits par une croissance plus lente que prévu des activités de production imposables, par des projections fiscales trop optimistes et par des retards dans la mise en œuvre de certaines mesures concernant des recettes non fiscales, annoncées précédemment dans le budget. Ces dernières incluaient notamment une révision des frais d'immigration, de permis de résidence et de visa, ainsi qu'une révision des frais des services d'incendie.

Globalement, les dépenses publiques pour 2009/10 (hors chiffres des autorités locales) cadraient avec les ressources disponibles, ressortant à environ 8 174 milliards de shillings tanzaniens (TZS), soit 92 % du budget estimé (8 882 milliards TZS). Pour comparaison, les dépenses publiques de 2008/09 se montaient à 6 812 milliards TZS. Plus précisément, en 2009/10, les dépenses de développement s'établissaient, à 2 612 milliards TZS, soit environ 92 % de ce qui avait été budgété. Ces dépenses correspondent à quelque 8.6 % du PIB, contre 8.4 % en 2008/09. D'autre part, les dépenses ordinaires se chiffraient à 5 562 milliards TZS, soit 18.8 % du PIB en 2009/10, contre 17.7 % en 2008/09.

En 2009/10, les dépenses de développement financées par l'étranger sont ressorties à un total cumulé de 1 405 milliards TZS, soit environ 67 % de l'estimation initiale et une hausse de 5 % par rapport à 2008/09 (1 340 milliards TZS), surtout en raison de la lenteur de la mise en œuvre des projets du gouvernement.

On estime que le financement total pour 2009/10 correspond à 6.4 % du PIB, réparti en 4.5 % du PIB provenant de ressources extérieures, et 1.9 % de sources nationales. Certains partenaires au développement, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), ont versé en avance leur assistance programmatique, alors qu'elle était initialement prévue pour le budget 2010/11 dans le but de soutenir les efforts de l'État pour atténuer une partie des effets délétères de la crise mondiale sur l'économie. Néanmoins, l'assistance programmatique globale obtenue de sources extérieures n'a pas atteint les niveaux prévus. Par conséquent, le financement intérieur net convenu a été relevé de façon à apporter un soutien supplémentaire à la mise en œuvre des politiques publiques de sorte qu'elle ne subisse pas d'interruption, comme prévu dans la SGRP.

En 2009/10, les pouvoirs publics ont continué de déployer leur politique d'expansion budgétaire anticyclique dans le cadre de leur stratégie de reprise économique, avec une modeste réduction des taux d'imposition sur 2009/10 et un plan de relance économique destiné aux entreprises ayant pâti de la crise économique mondiale. Le programme ciblait plus précisément la protection des revenus et de l'emploi, la sécurité alimentaire, ainsi que la sauvegarde des investissements dans les principaux services d'infrastructure et sociaux. Afin que le crédit au secteur privé reste disponible et que les banques gardent confiance pour prêter, les pouvoirs publics ont pris des dispositions de rééchelonnement des prêts, d'indemnisation des pertes et de renforcement des petites et moyennes entreprises, et ont aussi lancé un programme de garantie des crédits à l'exportation. De même, des emprunts nationaux supplémentaires ont réduit le déficit de recettes de l'État, ce qui a permis une exécution plus régulière de ses engagements en 2009/10, tandis que les pouvoirs publics ont également pris des dispositions pour que soient poursuivis sans interruption des projets dans l'énergie.

Pour l'avenir, les autorités tanzaniennes seront confrontées à des restrictions financières majeures alors qu'elles cherchent à combler le déficit budgétaire découlant de dépenses imprévues dans une économie où les recettes s'amenuisent et où la croissance risque encore de pâtir de répercussions négatives. En janvier 2010, le gouvernement a indiqué qu'il recherchait de l'assistance pour soutenir les finances du pays, après que de graves pénuries d'électricité et de denrées ont quasiment vidé la bourse de l'État. En janvier 2010, les réserves de change se sont tassées à environ 3.9 milliards de dollars des États-Unis (USD), l'équivalent d'environ six mois d'importations, tandis que les recettes fiscales étaient, à la fin 2010, 10 % en dessous des prévisions. Qui plus est, les partenaires au développement du pays ont revu à la baisse d'environ un quart de milliard de dollars leurs engagements de financement pour le budget 2010/11 en raison d'inquiétudes quant à la lenteur de la mise en œuvre des réformes sur la gouvernance. La situation pourrait encore se compliquer si les partenaires au développement venaient à geler davantage de fonds dans le budget 2011/12, une évolution qui pourrait contraindre le gouvernement à solliciter davantage d'aide auprès du Fonds monétaire international (FMI).

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	14.6	19.1	22.8	20.9	26	22.9	21.1
Recettes fiscales	9.6	13	14.7	15.3	17.2	16	16.2
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	3.9	5	6.9	4.7	7.4	5.7	3.8
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	15	23	22.8	25.7	31.4	30.7	30.2
Dépenses courantes	11.5	16.1	14.9	17.7	21.4	20.8	19.9
Sans les intérêts	10.2	15	13.7	16.8	20	19.6	19.1
Salaires	3.5	5	5	6.1	6.3	5.5	5.2
Biens et services	6.7	10	8.7	10.7	13.7	14.1	14
Intérêts	1.2	1.1	1.2	0.9	1.4	1.2	0.8
Dépenses en capital	3.5	6.9	7.9	8	10	9.9	10.3
Solde primaire	0.8	-2.8	1.2	-3.8	-4	-6.6	-8.4
Solde global	-0.4	-3.9	0	-4.8	-5.4	-7.8	-9.2

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Année Fiscale Juillet (n-1)/Juin (n)

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417727>

Politique monétaire

En 2009/10, la politique monétaire de la Banque centrale de Tanzanie a continué de se focaliser sur la mise en œuvre des mesures budgétaires anticycliques adoptées en vue de surmonter les effets délétères de la crise financière mondiale, en gérant la croissance de la masse monétaire au sens large et du crédit, et en maîtrisant l'inflation induite par la liquidité tout en préservant une marge pour les prêts au secteur privé. À cet égard, les cibles monétaires ont été révisées à la hausse, afin qu'elles correspondent aux cibles de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE) convenu avec le FMI, et les taux directeurs comme les taux des avances sur titres ont été révisés à la baisse.

Alors que la moyenne de la monnaie de Banque centrale du pays est restée conforme aux objectifs de l'ISPE, la masse monétaire au sens large (M3) a enregistré un taux de croissance en glissement annuel de 22.6 % sur le mois de septembre 2010, contre 26.4 % en août 2010, mais supérieur au taux de septembre 2009 (19.0 %). De même, la masse monétaire M2 a augmenté de 20.8 % sur le mois de septembre 2010, soit moins que les 24.5 % enregistrés le mois précédent, mais davantage que les 19.9 % de septembre 2009. La Banque centrale attribue ce recul à la baisse à la fois des actifs nationaux nets et des actifs étrangers nets dans le système bancaire du pays.

En dépit d'une politique monétaire plus accommodante, la croissance du crédit au secteur privé est restée considérablement moins vive que durant les années précédentes, essentiellement en raison de la prudence affichée par la Banque centrale à la suite du ralentissement économique mondial et d'autres risques connexes. En conséquence sur le mois de septembre 2010, le crédit au secteur privé a progressé de 18.5 %, soit un niveau légèrement inférieur aux 18.9 % enregistrés en août 2010, mais notablement en dessous des 26.6 % de septembre 2009. Il se constitue de prêts à la consommation (20.1 %), suivis par ceux destinés aux activités

commerciales (16.9 %), aux activités manufacturières (15.2 %), à l'agriculture (12.1 %) et aux transports et aux communications (9.2 %).

La Banque centrale a maintenu les adjudications de titres du Trésor à des niveaux modérés, conformément à l'orientation de la politique monétaire. Les banques tanzaniennes ont enregistré des hausses significatives de leurs liquidités, surtout du côté des actifs en devises, simultanément à la baisse des taux sur le marché monétaire. De même, la demande de titres du Trésor par les banques commerciales a augmenté, essentiellement parce qu'elles ne pouvaient plus prêter autant qu'auparavant. Le crédit au secteur privé a progressé de 16.7 % en 2009/10, contre 33.1 % en 2008/09. La contrepartie or et devises détenue par les banques commerciales s'est étoffée au rythme annualisé de 64.2 % en 2009/10, contre 40.8 % en 2008/09.

Les taux d'intérêt proposés par les banques commerciales ont affiché une tendance haussière sur le dernier trimestre 2010, par comparaison aux taux enregistrés plus tôt sur l'année. Ainsi, le taux global des dépôts à terme est passé de 5.55 % en août 2010 à 6.03 % en septembre, demeurant néanmoins inférieur aux 6.73 % enregistrés en septembre 2009.

En revanche, les banques ont diminué leurs frais sur le dernier trimestre 2010, d'où une baisse du coût du financement par rapport aux mois précédents. Ainsi, le taux prêteur global a reculé à 14.31 %, contre 14.40 % enregistrés en août 2010. L'écart entre le taux prêteur à court terme (jusqu'à un an) et le taux d'intérêt créditeur à un an s'est réduit à 6.17 points de pourcentage en septembre 2010, contre 7.24 points en août.

La valeur du shilling tanzanien face au dollar des États-Unis est restée relativement stable sur le premier semestre 2010, en partie grâce à la modeste facture d'importation du pays, ainsi qu'aux ventes régulières de dollars des États-Unis sur le marché interbancaire des changes à des fins de gestion de la liquidité. Toutefois, à la fin de l'année, la dépréciation du shilling face au dollar s'est accentuée, surtout à cause du raffermissement du dollar face à d'autres grandes devises mondiales. Sur le mois de septembre 2010, par exemple, le shilling tanzanien s'est déprécié de 3.43 % face au dollar des États-Unis, à environ 1 500 TZS par USD, contre environ 1 450 TZS par USD en août. Globalement, le shilling a chuté de 14.21 % sur une base annuelle : en septembre 2009, il fallait environ 1 330 TZS pour 1 USD.

En octobre 2010, le Bureau national des statistiques de Tanzanie a modifié les pondérations et la méthodologie employées pour calculer l'indice des prix à la consommation (IPC). Ces changements visaient à rendre le panier de biens et services utilisés pour calculer l'IPC plus fidèle aux profils de dépenses rural et urbain actuels. L'ajustement le plus significatif a porté sur la contribution de l'alimentation, qui représente désormais 47.8 % du total, contre 55.9 % auparavant. De manière générale, les nouvelles pondérations, qui reposaient sur une enquête de 2007 sur le budget des ménages, reflètent l'évolution économique récente de la Tanzanie. En 2007, le PIB par habitant avait gonflé significativement par rapport à 2000, date de la précédente enquête. Le Tanzanien moyen disposant de davantage de revenus à affectation libre, les pondérations de différents éléments devaient être ajustées.

Lors du dernier trimestre 2010, les tensions inflationnistes enregistrées durant la première moitié de l'année se sont atténuées. D'après la Banque centrale, l'inflation est ressortie à 7.2 %, 6.3 % et 4.5 % respectivement en juin, juillet et septembre. Cette tendance à la baisse est largement attribuable aux conditions météorologiques favorables pour la saison agricole 2009/10, qui ont amélioré l'offre de denrées alimentaires. Cette dernière devrait rester satisfaisante au moins sur la première partie de 2011, avec à la clé la possibilité que recule encore l'inflation des denrées, et donc de l'inflation non corrigée. Cette hypothèse suppose également une stabilité des cours du pétrole ainsi qu'une politique monétaire et budgétaire toujours prudente.

En 2010/11, la Banque centrale continuera vraisemblablement d'axer sa politique monétaire sur la gestion de la croissance de la masse monétaire au sens large et du crédit, et de contenir l'inflation induite par la liquidité tout en préservant une marge d'accroissement des prêts au secteur privé, ce qui a été la marque de son orientation depuis 2008/09.

Position extérieure

La Tanzanie présentait en 2010 un secteur extérieur plus diversifié qu'il ne l'était il y a à peine une décennie, de sorte qu'elle est moins vulnérable aux chocs. Cette évolution s'explique surtout par les réformes économiques déployées par les pouvoirs publics depuis le milieu des années 80. En particulier, la prépondérance des recettes en devises est passée des produits de base traditionnels agricoles aux exportations non traditionnelles, essentiellement des services de voyages (tourisme), minéraux, produits manufacturiers et les services de transport. Ainsi, entre 1998 et 2009, les recettes d'exportations traditionnelles ont chuté, passant d'environ 31 % du total des exportations à 10 %, tandis que la part des exportations non traditionnelles a grimpé de 69 à 90 %. Cependant, les exportations du pays sont toujours largement dirigées vers les pays de l'Union européenne, même si l'Asie et les pays de l'Union douanière de la CAE gagnent eux aussi en importance.

Essentiellement sous l'effet des exportations d'or, de produits manufacturés ainsi que la hausse des recettes touristiques, la valeur des exportations tanzaniennes a progressé de 25.5 % sur une base annuelle, à 5 527 millions USD en septembre 2010.

Hormis les services, la valeur des exportations de biens a augmenté à 3.5 milliards USD sur un an jusqu'en septembre 2010, contre environ 2.6 milliards l'année précédente, principalement à cause de l'essor des exportations d'or et de produits manufacturés.

En septembre 2010, la valeur des exportations traditionnelles tanzaniennes (tabac, café et thé) s'est accrue de 5 % en glissement annuel, à 492.3 millions USD, essentiellement sous l'effet de hausses à la fois des volumes exportés et des cours du tabac et du thé. L'amélioration de la qualité, qui s'est ensuite traduite par un relèvement des cours à l'exportation, explique les bonnes performances des exportations de tabac. En septembre 2010, la valeur annuelle des exportations non traditionnelles expédiées (par exemple or, produits manufacturés, poissons et produits de la pêche) s'établissait à 3 milliards USD, contre 2.1 milliards l'année précédente. Cette évolution est surtout attribuable aux flambées significatives de la valeur des produits manufacturés et aux hausses tout aussi importantes des volumes d'exportation et le cours de l'or sur le marché mondial. Les statistiques officielles indiquent que les volumes annuels d'exportations aurifères sont passés à 36.8 tonnes en septembre 2010, contre 31 tonnes en 2009. Le pic des exportations d'or s'explique essentiellement par le lancement de l'exploitation de la mine de Buzwagi. Cependant, la valeur des produits manufacturés du pays a bondi à 808 millions USD, soit environ 55 % de plus que la valeur enregistrée sur la même période un an plus tôt.

S'agissant des services, les recettes totales sur la période allant de septembre 2009 à septembre 2010 se sont montées à 2 milliards USD, contre 1.8 milliard sur l'année précédente. Ces progrès s'expliquent surtout par les meilleurs résultats du tourisme, des transports et de plusieurs autres secteurs d'activité après la reprise progressive de l'économie mondiale. Les recettes du transport, en particulier, ont progressé non seulement grâce à l'augmentation du transit de marchandises, mais aussi aux améliorations apportées aux procédures de dédouanement du fret au port de Dar es Salaam.

Pour leur part, les importations de biens et services se chiffraient, selon les estimations, à 8.5 milliards USD en septembre 2010, contre 7.5 milliards en septembre 2009. La valeur des seules marchandises importées se montait à 6.8 milliards USD, contre 5.8 milliards sur un an jusqu'en septembre 2009, surtout sous l'effet d'augmentations à la fois de la valeur et des volumes d'importations de pétrole, denrées alimentaires et autres produits consommables. Les importations de denrées alimentaires (principalement du blé), de produits pharmaceutiques, d'articles en plastique et de papier ont toutes augmenté de plus de 10 %, en partie sous l'effet de la demande de réexportations vers des pays voisins. Les importations de biens d'équipement sont également ressorties à 2 milliards USD entre septembre 2009 et septembre 2010, contre 2.5 milliards enregistrés l'année précédente. Alors que le paiement du fret a augmenté de 14.3 %, à 647.6 millions USD, par suite de l'essor des importations de marchandises, les paiements pour les services ont globalement diminué sur une base annuelle, d'environ 1 point de pourcentage, à 1.7 milliard USD en septembre 2010, surtout à cause du recul des services aux administrations et à d'autres activités.

En 2009, l'État a sollicité le soutien du FMI, à hauteur de 328 millions USD, via la facilité de protection contre les chocs exogènes, pour l'aider à surmonter la dégradation du solde de ses opérations courantes. Cette facilité a été pleinement décaissée sur l'exercice budgétaire 2009/10, ce qui a permis d'atténuer, quoique modestement, le déficit du compte courant. Les autorités ont engagé les premières mesures en direction de la pleine libéralisation du compte de capital du pays, notamment en lançant un processus de consultation des parties prenantes. Malgré des cours record de l'or et le redressement du secteur touristique, le compte des opérations courantes de la Tanzanie devrait rester fortement déficitaire à moyen terme en raison d'une vive croissance des importations et d'un repli de l'excédent du compte des opérations courantes. Le déficit du compte des opérations courantes de la Tanzanie est assez élevé. Après avoir reculé, passant de plus de 11 % du PIB en 2008 à plus de 8 % en 2009, le déficit s'est à nouveau creusé à plus de 10 % sur les premiers mois de 2011 et devrait continuer d'augmenter en 2011 et en 2012. Néanmoins, une crise de la balance des paiements est assez peu probable. La combinaison d'un environnement politique rassurant, de ses perspectives macroéconomiques globalement favorables, de ses ressources naturelles abondantes et de son adhésion à une CAE revitalisée permettra à la Tanzanie d'attirer beaucoup d'IDE. En outre, comme les marchés financiers devraient s'approfondir, l'accès devrait s'en trouver simplifié pour les investisseurs de portefeuille étrangers, ce qui laisse à penser que les entrées de portefeuille grimperont aussi dans les années à venir.

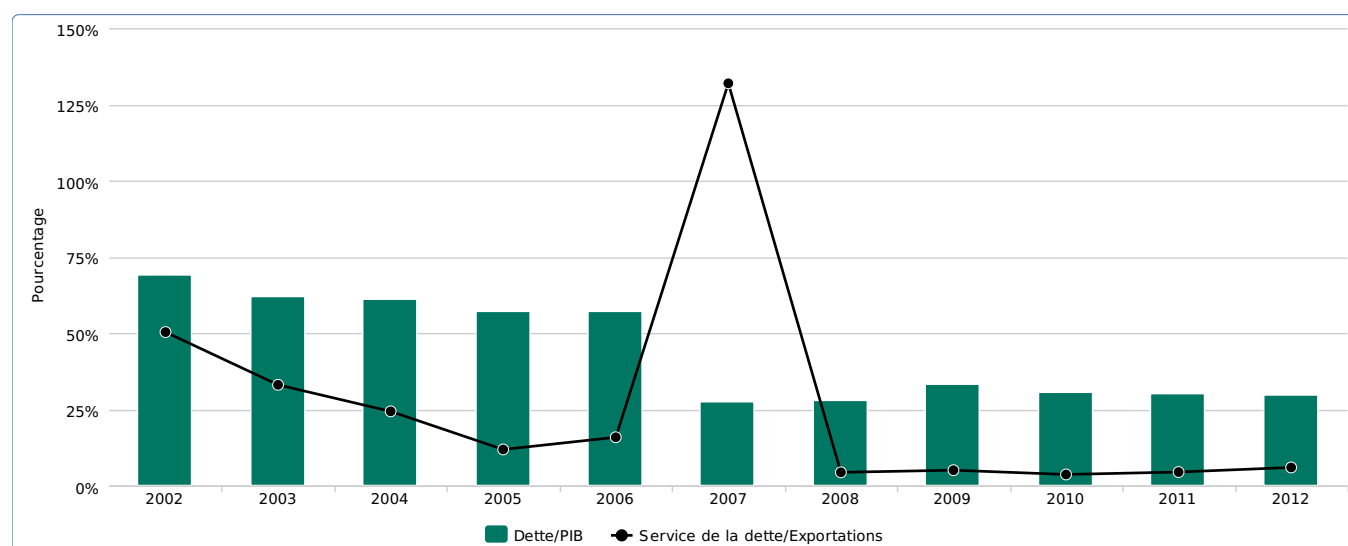
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-4.9	-15.7	-16.4	-12.5	-13.2	-14	-14.8
Exportations de biens (f.o.b.)	9.1	13.2	14.7	14.5	15.8	16.5	16
Importations de biens (f.o.b.)	14	28.9	31.1	27	29	30.5	30.8
Services	2.7	2.7	2.8	1.5	0.9	0.7	0
Revenu des facteurs	-0.8	-0.3	-0.6	-0.3	-0.5	-0.5	0
Transferts courants	4	3.9	3	3.2	2.5	3.2	2.9
Solde des comptes courants	0.9	-9.4	-11.3	-8.2	-10.3	-10.5	-12

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418696>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412464>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Depuis le début des années 90, les autorités tanzaniennes ont engagé un certain nombre de réformes visant à améliorer l'environnement du secteur privé, mais de nombreux problèmes demeurent. Selon l'édition 2010/11 du *Rapport sur la compétitivité dans le monde*, publié par le Forum économique mondial, la Tanzanie se classe en 113^e position, cédant 13 places depuis 2009. Ce pays affiche une trajectoire plutôt descendante depuis 2006 : 97^e sur 122 pays en 2006, elle n'était plus que 104^e sur 131 en 2007, puis 113^e sur 134 en 2008.

Les performances de la Tanzanie restent pourtant stables depuis quelques années ; le recul de son classement en termes de compétitivité s'explique donc en partie par les meilleures performances enregistrées par les autres pays. Avant de pouvoir progresser sur l'échelle de la compétitivité, la Tanzanie doit résoudre un certain nombre de problèmes majeurs, dont notamment : le sous-développement de son infrastructure, la faiblesse du taux d'inscription dans ses établissements d'enseignement secondaire et supérieur, l'insuffisance de sa maturité technologique et la mauvaise qualité générale de ses ressources humaines. En outre, l'accès aux services financiers est assez limité : moins de 17 % des entreprises formelles ont déclaré avoir emprunté auprès d'établissements financiers et l'encours des prêts au secteur privé ne représente que 16-17 % du PIB. Le secteur privé repose en outre sur une base trop étroite pour fournir des opportunités d'emploi significatives. Ainsi, selon l'enquête la plus récente sur la main-d'œuvre en 2006, le salariat dans le secteur privé représentait cette année-là moins de 30 % de l'emploi non agricole total.

Il n'est donc guère surprenant que la Tanzanie ait également reculé sur les indicateurs relatifs à l'environnement des affaires figurant dans le rapport *Doing Business 2011* de la Banque mondiale. La Tanzanie se classe à la 128^e position sur 183 pays pour la facilité de la pratique des affaires, alors qu'elle était 125^e dans l'édition précédente. Ce recul est imputable à une rétrogradation dans cinq domaines : (i) transfert de propriété (recul de 3 rangs, de 148 à 151) ; (ii) obtention de prêts (recul de 2 rangs, de 87 à 89) ; (iii) protection des investisseurs (recul de 1 rang, de 92 à 93) ; (iv) paiement des impôts et taxes (recul de 4 rangs, de 116 à 120) ; et (v) fermeture d'entreprise (recul de 1 rang, de 112 à 113). Le commerce transfrontalier est le seul domaine dans lequel la Tanzanie a progressé (gain de 2 places, de 111 à 109), ce qui s'explique en grande partie par l'entrée en vigueur complète de l'Union douanière de la CAE (depuis janvier 2010) et du Marché commun de la CAE (depuis juillet 2010).

La taille relativement limitée du secteur privé en Tanzanie offre des opportunités d'élargissement de la base de croissance et de réduction de la pauvreté monétaire. Les autorités tanzaniennes et leurs partenaires au développement accordent une grande priorité à l'amélioration de l'environnement des affaires général et de la compétitivité de la Tanzanie. En 2009 et en 2010, ces deux aspects ont tenu une place primordiale dans l'examen annuel de l'appui budgétaire. En 2010, le président a mis sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer des recommandations visant à consolider l'environnement d'affaires, ainsi qu'à améliorer la réponse du secteur privé à l'intensification des investissements dans l'infrastructure. Les efforts se poursuivent pour rehausser l'environnement des affaires tanzanien via plusieurs programmes de réforme, tels que le programme de renforcement du secteur commercial tanzanien (*Business Environment Strengthening for Tanzania - BEST*), le plan de modernisation de l'administration fiscale (*Tax Modernisation Plan - TMP*) et les réformes du secteur financier de deuxième génération (*Second Generation Financial Sector Reform - SGFSR*) qui sont en cours.

Néanmoins, le gouvernement doit encore préciser sa vision concernant le développement du secteur privé. Il faut en particulier qu'il définisse plus en détail les responsabilités des différents organismes publics dans la réglementation du secteur privé, et qu'il énonce des mesures encore plus concrètes que celles lancées jusqu'à présent pour améliorer l'environnement de marché. De même, il doit renforcer la législation relative à la concurrence en raison de la forte concentration qui prévaut dans la plupart des industries manufacturières. Il est également nécessaire qu'il accorde la priorité à la fourniture de services de vulgarisation dans des secteurs clés tels que l'agriculture et à l'accessibilité de la technologie. Ces mesures contribueront à relever le niveau de productivité, actuellement très bas, des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises. Enfin, il faut aussi revoir la politique commerciale du pays et la tourner davantage vers l'extérieur afin d'éliminer les problèmes qui persistent au niveau des échanges et de l'investissement transfrontières.

Partenaires économiques émergents

Les partenaires économiques traditionnels de la Tanzanie se situent essentiellement en Europe, que ce soit pour le commerce, l'investissement, l'aide ou la migration. Ainsi, l'Union européenne compte pour plus de 55 % des exportations de la Tanzanie et 23 % de ses importations. Cependant, comme pour la plupart des pays d'Afrique, la Tanzanie voit depuis quelques années apparaître de nouveaux partenaires économiques. À strictement parler, certains des plus importants ne sont pas exactement des pays « émergents », ce sont simplement des pays non occidentaux. Le Japon et l'Inde entrent ainsi pour une proportion significative dans les échanges de marchandises avec la Tanzanie.

L'Inde fait partie des grands partenaires économiques non occidentaux de la Tanzanie. Ces deux pays ont toujours entretenu des relations étroites, amicales et de coopération. Des années 60 aux années 80, les relations politiques se sont fondées essentiellement sur un engagement idéologique partagé envers l'anticolonialisme, l'antiracisme, le socialisme sous diverses formes et une véritable volonté d'instaurer une coopération Sud-Sud. L'ex-président Julius Nyerere était tenu en haute estime en Inde, et il a reçu le prix Jawaharlal Nehru pour l'entente internationale (*Jawaharlal Nehru Award for International Understanding*) en 1974, ainsi que le Prix international Gandhi pour la paix (*International Gandhi Peace Prize*) en 1995. Au moment de la révision des politiques publiques qui a fait suite à la guerre froide, ces deux pays ont engagé à peu près en même temps des trains de réformes économiques : les relations extérieures visaient un élargissement de l'engagement politique et économique international, les relations commerciales internationales étaient encouragées et l'investissement étranger favorisé. Durant les années 2000, les liens indo-tanzaniens ont évolué pour donner naissance à une relation moderne et pragmatique, avec un engagement économique plus grand et diversifié.

L'Inde et la Tanzanie entretiennent des relations commerciales et d'affaires dynamiques, en partie en raison de la présence en Tanzanie d'une vaste communauté de Tanzaniens d'origine indienne. L'Inde est l'un des principaux partenaires commerciaux de la Tanzanie, mais aussi une source importante de machines-outils et de produits pharmaceutiques essentiels. En Tanzanie, nombre des principaux établissements commerciaux sont détenus par des Tanzaniens d'origine indienne.

D'après les statistiques commerciales, dans les années 2000, l'Inde exportait chaque année pour près d'un milliard de dollars de marchandises vers la Tanzanie. Ces exportations étaient principalement des combustibles minéraux, des huiles, du fer et de l'acier, des produits pharmaceutiques, des véhicules motorisés (pièces détachées comprises), des équipements électriques, des produits en plastique y compris des polymères synthétiques, des produits en caoutchouc, dont des pneus, des tissus en coton, des vêtements, ainsi que des céréales. De son côté, la Tanzanie exporte vers l'Inde principalement des légumes, des légumineuses, des noix de cajou, du coton brut, des pierres précieuses, des clous de girofle et d'autres épices, du bois et des articles en bois, ainsi que de l'extrait de tannage/de l'extrait tinctorial.

Sur une base bilatérale, le 5 juin 2009, le gouvernement indien a accordé une ligne de crédit de 40 millions USD pour financer le secteur agricole tanzanien. En octobre 2010, le premier ministre tanzanien a inauguré une première livraison de 288 tracteurs, sur un total de 1 860. Une deuxième ligne de crédit, de 36.56 millions USD, destinée à la fourniture de véhicules indiens à l'administration tanzanienne, a été approuvée et est en cours de mise en œuvre.

Dans l'ensemble, les relations économiques de l'Inde avec la Tanzanie se sont considérablement étoffées au cours des vingt dernières années, et l'Inde fait désormais partie des principaux investisseurs en Tanzanie. Les sociétés indiennes sont très présentes dans les secteurs tanzaniens du gaz naturel, du charbon et d'autres minéraux. Ainsi, Reliance Industries Limited a acquis une participation majoritaire dans Gulf Africa Petroleum Corporation (Gapco), dont elle contrôle la gestion. Sise à Maurice, Gapco est très présente dans le secteur pétrolier aval de l'Afrique de l'Est. De même, les entreprises indiennes sont actives dans le secteur financier bancaire et non bancaire, avec entre autres Bank of Baroda, Bank of India et National Insurance Corporation. Dans le secteur des télécommunications, Bharti Airtel a racheté Zain Telecom en Tanzanie dans le cadre de ses acquisitions de parts de Zain Africa dans 16 pays. Zain Telecom a été rebaptisé Airtel le 22 novembre 2010, en présence du président Kikwete. Selon les estimations, Airtel investirait 150 millions USD et se concentrerait sur l'offre de tarifs compétitifs et la pénétration des zones rurales.

La Chine constitue elle aussi un partenaire économique émergent très important pour la Tanzanie. Tout comme avec l'Inde, la Tanzanie entretient des relations diplomatiques très étroites de longue date avec la Chine, qui remontent au temps du régime socialiste en Tanzanie, de 1961 à 1985. La Tanzanie est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide chinoise en Afrique : depuis le début des années 60, elle a pu mettre en œuvre plus de 100 projets et programmes de coopération, pour un total de plusieurs milliards de dollars. La majorité des projets d'aide antérieurs étaient des projets clés en main, dont le plus célèbre était la ligne de chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie (Tazara), qui relie Dar es Salaam à Kapiri Mposhi, dans la ceinture cuprifère. Au

moment de sa construction, Tazara était l'un des plus gros projets d'aide étrangère que la Chine ait jamais menés, financé par un prêt à taux zéro de 500 millions USD et édifié, de 1970 à 1976, à l'apogée de la guerre froide par la Chinese Railway Engineering Corporation (CREC).

Au fil des ans, la Chine a apporté à la Tanzanie des financements pour d'autres grands projets de développement, à commencer par l'agriculture et les activités manufacturières, et plus récemment dans le BTP et les mines. En décembre 1997, le Centre chinois pour la promotion de l'investissement et du commerce (*China Investment and Trade Promotion Centre*) a été créé à Dar es Salaam afin d'aider les entreprises des deux pays à entrer en contact. À la suite du vaste programme de libéralisation et de privatisation mené par la Tanzanie dans les années 90, la Chine a progressivement abandonné l'aide bilatérale et l'aide économique et technique, au profit de prêts, d'une utilisation plus souple. Ces derniers se sont concentrés sur plusieurs secteurs clés et sont généralement dispensés par le biais d'accords bilatéraux. Le plan d'action de Beijing, adopté après le sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine (Focac) en 2006, comportait un certain nombre d'engagements envers les pays africains, et notamment des promesses spécifiques vis-à-vis de la Tanzanie. En avril 2008, le président chinois Hu Jintao et son homologue tanzanien ont évoqué la possibilité d'un investissement chinois dans une Zone économique spéciale (ZES) en Tanzanie, qui pourrait stimuler efficacement les échanges et la création d'emplois. Plus tard cette même année, deux propositions ont été présentées à la China Development Bank (CDB) : la première détaillait la ZES de Mbegani-Bagamoyo, qui serait implantée à 7 kilomètres au sud de Bagamoyo et à 60 kilomètres au nord de Dar es Salaam. Cette zone comprendrait un aéroport international, un port en eaux profondes et des équipements de communication par satellite, pour un investissement total de 2 milliards USD. La deuxième proposition portait sur la création d'une autre ZES à Kigoma, l'un des ports les plus actifs du lac Tanganyika, avec une liaison ferroviaire qui fonctionne et une liaison directe avec le port maritime de Dar es Salaam.

Dans le même temps, les investisseurs et les entrepreneurs chinois ont obtenu des résultats particulièrement prometteurs dans les secteurs tanzaniens du BTP, de l'eau et de l'agriculture. On estime en effet que plus de 100 entreprises à capitaux chinois opèrent dans le pays, et y prospèrent. En outre, beaucoup de Chinois ont créé leur propre entreprise dans divers secteurs des services, comme la santé, le commerce de marchandises et l'hôtellerie. Les statistiques relatives au nombre de Chinois en Tanzanie sont contradictoires. En 2000, le ministère de l'Immigration de Tanzanie a annoncé que 239 permis de résidence avaient été délivrés à des ressortissants chinois, faisant de ces derniers l'un des plus petits groupes d'étrangers dans le pays. Cependant, selon l'agence de presse officielle chinoise Xinhua News, en 2008, quelque 10 000 Chinois vivaient en Tanzanie.

Les entreprises chinoises affichent une belle réussite, notamment dans le BTP, où elles représentent plus des trois quarts des entreprises étrangères opérant actuellement en Tanzanie. Depuis quelques années, les entreprises chinoises sont également très actives dans l'extraction minière. Ainsi, en 2010, Jinchuan Mining, avec Beijing Songshanhe Mining Investment, a signé une option de partenariat avec Tanzanian Royalty Exploration concernant l'exploitation de la mine de nickel de Kabanga. En janvier 2011, la société publique de développement national (*National Development Corporation - NDC*) a également annoncé que le chinois Sichuan Hongda Company Limited allait investir 3 milliards USD dans une centrale au charbon et deux mines de minerai de fer en Tanzanie. Les négociations en cours entre Sichuan Hongda, qui a remporté l'appel d'offres devant plus de 20 entreprises internationales, dont Rio Tinto et BHP Bilton, et les autorités tanzaniennes en seraient à un stade très avancé. Le contrat qui en résultera portera sur la construction de la mine de charbon et de la centrale thermique intégrée de Mchuchuma, d'une puissance de 600 mégawatts, ainsi que sur une mine de minerai de fer à Liganga. Ces projets devraient être mis en œuvre par une joint-venture dans le cadre d'un accord de partenariat public-privé. Mchuchuma est situé à 800 kilomètres de Dar es Salaam et renfermerait quelque 536 millions de tonnes de charbon. Les premières études indiquent que la région de Liganga est riche non seulement en fer, mais aussi en vanadium et en titane. Les réserves seraient de l'ordre de 200 à 1 200 millions de tonnes, dont 45 millions sont déjà attestées par des forages.

Les Émirats arabes unis (EAU) sont, eux aussi, un important partenaire économique émergent pour la Tanzanie, en particulier dans le commerce de marchandises. La Tanzanie importe de ce pays du mazout, des machines-outils et du matériel chimique, de l'aluminium, du fer, de l'acier, des instruments électriques et de l'électronique grand public. Les EAU importent, quant à eux, de Tanzanie essentiellement des perles et des pierres précieuses, du poisson, des oléagineux, des céréales et du cuivre. Ils se positionnent également comme un marché de réexportation important au sein de la région et pour le monde entier ; par ailleurs, la Tanzanie représente une passerelle vers d'autres marchés africains potentiellement lucratifs pour les investisseurs et négociants émiratis en raison des relations économiques déjà existantes.

Si les relations économiques de la Turquie avec la Tanzanie présentent un grand potentiel, le commerce de marchandises entre ces deux pays est toutefois négligeable. En 2009, la Turquie a exporté pour l'équivalent de 55 millions USD de marchandises vers la Tanzanie, tandis que cette dernière a importé pour l'équivalent de quelque 11 millions USD de la Turquie. Les autorités des deux pays déploient des efforts concertés depuis quelques années afin de renforcer les relations économiques et le volume d'échanges entre eux, volume qu'elles souhaitent porter à plusieurs milliards de dollars d'ici cinq ans, contre 70 millions USD actuellement.

Dans l'allocution qu'il a prononcée en 2010 lors du Forum Turquie-Tanzanie sur le commerce et l'investissement (*Turkey-Tanzania Trade and Investment Forum*), organisé par la Confédération des hommes d'affaires et industriels de Turquie (Tuskon) et à laquelle a assisté Zafer Çağlayan, ministre turc du Commerce extérieur, le président tanzanien Kikwete a annoncé que le volume des échanges entre ces deux pays allait s'accroître régulièrement avec la suppression des visas obligatoires entre la Tanzanie et la Turquie. La compagnie aérienne nationale turque, Turkish Airlines, a commencé d'opérer des vols directs avec la Tanzanie, ouvrant de nouvelles opportunités économiques.

La Tanzanie réalise également des transactions commerciales avec la Russie. Les échanges de marchandises entre ces deux pays sont très faibles, mais les entreprises russes affichent depuis quelques années un intérêt croissant pour les investissements dans le secteur minier tanzanien. Le contrat le plus important, d'un montant de 1.15 milliard USD, concerne la holding nucléaire russe Rosatom. En 2010, cette dernière a racheté, par l'intermédiaire de sa filiale JSC Atomredmetzoloto (« ARMZ Uranium Holding »), l'australien Mantra Resources Limited, dont le siège se trouve à Perth mais qui est également implanté en Tanzanie. Par ce contrat, ARMZ, que l'Agence russe de l'énergie atomique a autorisé à fournir des matières premières à l'industrie nucléaire russe, a racheté l'intégralité du capital de Mantra Resources Limited. Le principal actif de Mantra est un gisement tanzanien de classe internationale du nom de *Mkuju River Project*. La transaction est souvent considérée comme faisant partie intégrante de la stratégie d'ARMZ pour diversifier les sources d'approvisionnement en uranium de Rosatom. Cette acquisition a permis à l'entreprise russe d'étoffer son portefeuille d'actifs assortis de faibles coûts de production d'uranium et de consolider sa position parmi les leaders mondiaux de la production d'uranium naturel. Il s'agit en effet de l'un des plus importants projets d'exploitation d'uranium au monde. Les réserves y sont estimées à environ 101.4 millions de livres de concentré d'oxyde d'uranium, soit environ 77 % du total mondial produit en 2009.

De son côté, le Brésil, leader mondial de la production d'éthanol à base de canne à sucre, souhaite aider la Tanzanie à développer son secteur des biocarburants et envisage d'annuler une dette de 240 millions USD. En signant un protocole d'accord entre les deux pays en 2010, l'ancien président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, a exhorté les Brésiliens à investir dans la deuxième économie d'Afrique de l'Est.

Contexte politique

De manière générale, la Tanzanie affiche de bons résultats en termes de stabilité politique, ainsi que de droits et de libertés civiles, et cela continuera probablement à moyen terme.

Au second semestre 2010, les priorités politiques du pays se sont concentrées sur l'élection présidentielle et les élections législatives, qui se sont tenues le 31 octobre 2010. Le président Jakaya Kikwete, représentant le parti au pouvoir, le *Chama Cha Mapinduzi* (CCM - Parti de la révolution), a été réélu, avec 61.2 % des suffrages. Le candidat de l'opposition qui a obtenu le meilleur score, Willibrod Slaa, du *Chama cha Demokrasia na Maendeleo* (Chadema - Parti de la démocratie et du développement), a quant à lui totalisé 26.3 % des voix. Même si cette victoire est confortable, elle est loin des 80 % qu'il avait remportés en 2005 lors de son premier mandat. Le scrutin s'est déroulé dans un calme relatif, mais s'est caractérisé par un faible taux de participation (43 %), signe de l'apathie croissante des électeurs, voire d'une perte de soutien pour le parti au pouvoir.

Plusieurs observateurs se sont inquiétés de certains aspects de l'élection, en particulier des déficiences dans l'organisation du scrutin par la Commission électorale nationale (*National Election Commission* - NEC), et surtout de la lenteur du décompte des voix. On n'a toutefois soupçonné aucune réelle fraude électorale ni trucage des élections. Le Chadema, principal parti d'opposition au CCM au pouvoir, a lui continué d'affirmer qu'il y avait des problèmes plus fondamentaux. Le 18 novembre 2010, tous les nouveaux députés ont boycotté le discours d'investiture du président Kikwete devant le Parlement. Juste avant, le 6 novembre, les responsables du parti avaient également refusé d'assister à l'annonce officielle des résultats par la NEC ainsi qu'à la prestation de serment du président. Depuis, les partisans du Chadema ont tenté à diverses reprises de lancer une campagne nationale afin d'expliquer leur point de vue à leurs sympathisants. Le 5 janvier 2011, lors d'un incident très indirectement relié mais qui a été fortement médiatisé, deux personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées à Arusha après que des partisans du Chadema se sont rassemblés pour tenter de marcher vers le commissariat central et de libérer les responsables et les militants du parti qui y étaient détenus.

Contrairement aux scrutins de 2000 et de 2005, les élections se sont passées calmement à Zanzibar, du fait de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, qui a développé un compromis politique acceptable pour toutes les parties. En juillet 2010, lors d'un référendum, les électeurs zanzibarites se sont prononcés à 66.4 % en faveur du projet de gouvernement d'unité nationale. On s'attend à ce que le nouveau président zanzibarite travaille en étroite collaboration avec le président Kikwete afin que le gouvernement d'unité nationale fonctionne dans l'esprit de compromis dans lequel il a été conçu. Il est convenu que le gouvernement d'unité nationale se compose du président élu, de deux vice-présidents, tous deux nommés par le Président, et de ministres, également nommés par le Président en nombre proportionnel à celui des sièges remportés par chaque parti à la Chambre des représentants. Conformément à cet accord, le nouveau président zanzibarite, Ali Mohamed Shein, a choisi le premier vice-président dans le principal parti d'opposition de l'île, le Front civique uni (*Civic United Front* - CUF), et le second au sein du CCM.

À l'avenir, du fait de la domination du CCM en Tanzanie continentale et de l'absence persistante d'alternative crédible à ce parti, il est peu probable qu'il soit menacé à moyen terme. Contrairement à de nombreux pays d'Afrique, la Tanzanie est parvenue à l'intégration sociale, au point que les divisions ethniques ou religieuses sont à peine visibles dans la société. Un développement économique plus lent que prévu et la stagnation ou le recul subséquent du niveau de vie de la majorité de la population constituent les seules menaces éventuelles à la domination du CCM.

Contexte social et développement des ressources humaines

La Tanzanie reste en bonne voie pour atteindre environ la moitié des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est passé de 112 pour 1 000 naissances vivantes en 2004/05 à 81 en 2009/10 en Tanzanie continentale et de 101 à 79 sur la même période à Zanzibar. De même, le taux d'inscription dans le cycle primaire s'est amélioré pour passer de 59 % en 2001 à 95.4 % en 2010 sur le continent et de 75.5 % en 2006 à 81.4 % en 2010 à Zanzibar. L'incidence du VIH/sida a reculé : de 7 % en 2003 à 5.7 % en 2007/08. De plus, le paludisme a lui aussi régressé, avec seulement 27 cas recensés pour 1 000 personnes en 2007/08, selon la dernière enquête nationale.

Cependant, la pauvreté monétaire ne s'est que marginalement résorbée, et le pays n'est guère susceptible d'atteindre la cible des OMD qui consiste à diviser ce taux par deux d'ici 2015. En Tanzanie continentale, l'incidence de la pauvreté ressortait à 33.6 % en 2007, après une baisse marginale par rapport aux 35.6 % de 2000/01. Même à Zanzibar, l'incidence de la pauvreté aurait reculé pour passer de 49 % en 2004/05 à 40 % en 2009, soit 25 % en deçà de l'objectif qui avait été fixé pour 2010.

La réduction de la pauvreté en zone rurale est particulièrement lente. Selon la Banque mondiale, en 2007, l'incidence de la pauvreté était de 16.4 % à Dar es Salaam et de 24.1 % dans les autres zones urbaines du pays. De son côté, l'incidence de la pauvreté dans les zones rurales était de 37.6 % en 2007 en Tanzanie continentale, soit très proche des 38.7 % de 2001. Étant donné les avantages comparatifs dont bénéficie le pays dans ce secteur, l'agriculture devrait constituer un axe central de lutte contre la pauvreté, mais elle enregistre toujours des performances médiocres. En particulier, la productivité agricole a très peu progressé en grande partie du fait du sous-développement de l'infrastructure rurale. Par conséquent, la croissance de ce secteur s'explique en grande partie par l'expansion de la surface cultivée. Les autres obstacles dont pâtit ce secteur tiennent aux nombreuses taxes et aux multiples règlements imposés par les autorités locales, les organisations de producteurs de céréales et les coopératives, qui entraînent souvent des différentiels significatifs entre les prix des producteurs et ceux du marché, de sorte que les agriculteurs ne sont guère incités à produire.

Enfin, si le taux de pauvreté a reculé dans les années 2000, le nombre absolu de Tanzaniens vivant dans la pauvreté a augmenté de 1.3 million sur cette même période, selon les estimations. La rapide croissance démographique entraîne non seulement une multiplication du nombre de jeunes ayant peu d'opportunités d'emploi, mais aussi des pressions croissantes sur des services sociaux déjà peu fournis. Ce défi démographique structurel persistera aussi longtemps que le taux de fécondité du pays restera élevé, que la mortalité des enfants reculera et que l'espérance de vie s'améliorera.